

POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ peut-on se passer du féminisme ?



Éminisme Communiste

commission

Droits des femmes/féminisme

Enfin, la politique de N.Sarkozy est contestée. En pleine semaine sociale, comment ne pas se féliciter de ces mouvements qui s'élargissent et qui attaquent les fondements de la politique de la droite. Non, N.Sarkozy n'est pas "tout puissant". Oui, le peuple peut faire entendre une autre voix. Que ce soit sur le "traité Sarkozy" sur l'Europe ou sur le pouvoir d'achat, ou encore sur les franchises sur les soins... des femmes et des hommes commencent à élever le ton de la riposte.

La journée internationale – 25 novembre – contre les violences faites aux femmes sera certainement cette année empreinte de toutes ces luttes. L'initiative proposée par le CNDF, auquel participe le PCF, se construit, à Paris, autour d'un rassemblement à l'angle de la place Vendôme et de la rue de la Paix, samedi 24 novembre à partir de 15 heures. Trois pôles ont été choisis pour identifier ces violences : dans le monde, en France pour une loi-cadre et enfin pour exiger des droits pour les femmes migrantes. Être nombreuses et nombreux lors de ce rendez-vous ne doit pas apparaître comme une "corvée supplémentaire" dans un agenda déjà bien serré, mais comme une impérieuse nécessité pour faire grandir l'égalité et le respect entre les femmes et les hommes partout dans le monde.

Contester la politique du gouvernement, c'est aussi réussir à donner un autre contenu à la conférence pour l'égalité prévue pour le 26 novembre. Des propositions, les féministes et les communistes en ont déjà faites. Demander l'application des lois qui existent dans ce domaine et en exiger d'autres, voilà la pression sociale que nous devons aider à développer.

Mais, pour donner force à la résistance et à la riposte, il faut ouvrir une alternative à ce capitalisme qui semble si puissant. C'est la responsabilité de la gauche et, particulièrement, du PCF. C'est le sens de notre débat : **Le féminisme est-il un sujet consensuel ou un combat subversif ?***, avec la volonté de donner sens à un projet de transformation sociale. Il aura lieu **lundi 26 novembre à partir de 19 heures en Seine-et-Marne.**

Face aux défis devant lesquels nous sommes toutes et tous quant à notre engagement communiste, nous pouvons considérer le féminisme comme un "supplément d'âme", ou encore considérer que cela fait bien de se dire féministe aujourd'hui, mais que c'est un combat dépassé.

Faut-il en rester-là ? La transformation sociale au XXIème siècle peut-elle se passer du féminisme ? Débattons-en !

Cécile Jacquet

NOVEMBRE 2007

Activité de la commission nationale

Débat : Le féminisme est-il un sujet consensuel ou un combat subversif ?

Page 2

Riposte à propos de la conférence gouvernementale sur l'égalité professionnelle homme/femme

Page 3

Rencontre de El.Femme, préparation du congrès PGE

Page 4

Appel contre la barbarie que les femmes de Juarez subissent

Nouveau communiqué concernant les femmes iraniennes

Page 5

Activité unitaire

Journée internationale contre les violences faites aux femmes

Rassemblement samedi 24 novembre, rue de la Paix Paris

Page 6

Agenda

Page 7

*débat national organisé dans le cadre de la préparation de l'assemblée extraordinaire des 8 et 9 décembre



DÉBAT NATIONAL

**le féminisme est-il un sujet consensuel
ou un combat subversif ?**

**Dans le cadre de la préparation de l'Assemblée extraordinaire
des 7 et 8 décembre 2007 puis du congrès de 2008,
vous avez pu prendre connaissance,
dans *CommunisteS* du 7 novembre, de la programmation,
pour enrichir la réflexion de chacune et chacun,
de 11 débats nationaux.**

**L'un d'eux est consacré aux questions du féminisme.
Venez nombreuses.**

Certains, certaines pensent que le féminisme est un supplément d'âme,
que les luttes des femmes sont des combats catégoriels.
Les conquêtes arrachées par les femmes font-elles progresser seulement
les droits des femmes où sont-elles sources d'un bond qualitatif
de l'ensemble de la société ?

Quand on veut débarrasser la société de toutes les formes d'aliénation
et de domination, peut-on avoir peur ou ignorer le féminisme ?

Laurence Cohen

responsable de la commission nationale *Droits des femmes/féminisme* du PCF

Michèle Guzman

secrétaire départementale du PCF (Seine-et-Marne)

ont le plaisir de vous inviter à en débattre

le lundi 26 novembre 2007 à 19 heures

salle Jean Vilar

5 avenue Jean-Baptiste Clément Mitry-Mory (Seine et Marne)

à 50 mètres de la station Mitry-Mory/Villeparisis RER B (25mn de la Gare du Nord)

avec la participation de

Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF

Patrice Bessac, secrétaire de la fédération du PCF de Paris

Mario Pain, internaute

Camille Barré, féministe, organisatrice de la Marche des fiertés LGBT
co-animatrice du collectif *Existrans*

Josette Trat, sociologue, universitaire, féministe

animé par Cécile Jacquet



ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMME/HOMME

combien faudra-t-il de conférences pour prendre des mesures coercitives ?

La tenue de la conférence gouvernementale doit être l'occasion de s'adresser aux femmes. Vous pouvez puiser des éléments dans l'interview que Laurence Cohen a donné dans la lettre du Rapse N°34 pour confectionner votre matériel.

Le 26 novembre prochain, le gouvernement tiendra une conférence sur l'égalité homme/femme au cœur de la négociation salariale, après celle concernant les négociations des grilles de salaires et celles sur les classifications. Mais cela fait près de 25 ans que la question de l'égalité professionnelle femme/homme fait l'objet de débats et de mesures gouvernementales sans que rien ne change. Le salariat des femmes est toujours, comme celui des populations issues de l'immigration, une variable d'ajustement pour peser sur l'ensemble des salariés.

Quelle est la situation des femmes au travail aujourd'hui ?

Le constat est alarmant. Une femme sur trois travaille à temps partiel. Elles représentent 83 % des 3 500 000 personnes travaillant à temps partiel, alors que près des trois quarts souhaiteraient exercer une activité professionnelle à 35 heures par semaine. À cela, il faut ajouter qu'elles sont pour 53 % des emplois aidés ou en CDD et que 80 % d'entre elles sont payées en dessous du SMIC. Elles sont aussi 57 % des chômeurs non indemnisés.

Ainsi, 82 % des travailleurs pauvres sont des femmes et 40 % d'entre elles ont moins de 30 ans.

Alors que les jeunes filles sont majoritaires dans l'accession aux diplômes, l'écart des salaires entre les hommes et les femmes reste de 27 % !

Qu'attendre de la conférence pour l'égalité annoncée par Nicolas Sarkozy ?

Malgré les lois Aubry 1983, Genisson 2001 et l'accord interprofessionnel de 2004 visant à l'obligation de publication des bilans sur l'égalité – dont 29 seulement ont été réalisés à ce jour – on est encore très loin d'une véritable égalité. Toutes les études sur les critères d'em-

bauche, les salaires, la formation professionnelle, le déroulement de carrière en attestent.

Durant la campagne de la présidentielle, N. Sarkozy a déclaré : "Il faut éradiquer les préjugés en matière d'orientation professionnelle des filles... la formation professionnelle participe clairement à la réduction des écarts de qualification". Ou encore : "Les entreprises doivent faire des efforts quant au rythme et à l'organisation du travail pour permettre la conciliation de la vie professionnelle et familiale. Les commerces et les services publics devront adapter leurs horaires d'ouverture pour faciliter la vie de ceux qui veulent travailler". Selon lui, avec de telles mesures, l'égalité serait atteinte en 2009.

Ne soyons pas dupes, derrière ce discours, se profile l'accentuation du travail à temps partiel pour faire reposer sur les seules femmes l'éducation des enfants. Quant à ladite adaptation des horaires d'ouverture des commerces, n'est-ce pas l'ouverture du dimanche qui est visée ? N'est-ce pas la version féminine du "travailler plus pour gagner plus" ?

Quelle riposte et pour quoi faire ?

Depuis de nombreuses années, nous nous battons pour le respect de l'égalité professionnelle. Atteindre cet objectif exige des négociations annuelles sur les embauches, les salaires, les promotions. Les atteintes à l'égalité seraient alors considérées comme une discrimination punissable pénalement. Une commission de contrôle d'application des lois pourrait être mise en place dans chaque entreprise. Il faut également des sanctions financières (suppression des exonérations des cotisations patronales, voire porter la cotisation au niveau d'un emploi à temps plein) à l'égard des entreprises qui contraignent les femmes au travail à temps partiel alors que celles-ci souhaitent un travail à temps plein. Face à la grande précarité que vivent les femmes, il est indispensable de porter le SMIC à 1 500 euros et de transformer tous les contrats précaires en CDI.

Une riposte d'envergure est de rigueur pour faire avancer des propositions alternatives répondant aux aspirations réelles, comme celles que je viens d'énoncer, et pour empêcher le gouvernement de Sarkozy d'aller plus loin dans la casse des acquis et des droits sociaux.

Riposte pour construire avec des milliers d'hommes et de femmes un autre avenir que celui qu'on nous impose aujourd'hui.

INITIATIVE UNITAIRE

Dans le cadre de la tenue de la conférence gouvernementale, le Collectif droits des femmes, dont le PCF est parti prenante, diffuse un tract :

Pour exiger que cette conférence sur l'égalité professionnelle homme/femme débouche sur des mesures concrètes et réelles en matière d'égalité.

Pas d'illusion, réagissons, exprimons nous.

Le modèle de tract vous sera transmis dès que toutes les organisations l'auront signé.

RENCONTRE DE EL-FEMMES préparation du Congrès du PGE

Le groupe préparant l'assemblée des femmes du 2ème Congrès du PGE s'est réuni les 27 et 28 octobre à Bruxelles.

Durant 2 jours, Colette Mô et moi-même avons essayé de mettre en place avec nos amies de El-Fem le programme, le calendrier, les objectifs que nous nous assignions pour cette assemblée.

Des échanges riches, passionnés, parfois contrastés ont eu lieu. Les thèmes que nous avons retenus sont ceux que nous travaillons dans notre commission.

Il a été beaucoup question des femmes de l'Est dont la situation est très préoccupante, ainsi que des campagnes communes que nous devons mener au plan européen.

Enfin, nous avons souhaité faire une proposition de vice présidente au PGE, malgré les réticences de nos camarades grecques de Synaspismos. Il s'agit de Maité Mola, membre de l'exécutif national du Parti communiste espagnol et responsable de la commission Femmes. Depuis le Congrès fondateur à Rome, elle est également membre de l'exécutif d'EL-Fem.

Si cette proposition est acceptée par le congrès du PGE, nous aurons un point d'appui solide pour faire avancer nos idées, nos batailles car Maité est une féministe convaincue et convaincante !

Toutes vos idées, vos contributions sont les bienvenues sur les thèmes que nous allons abordés à l'Assemblée des femmes du PGE, dont voici le planning.

Laurence Cohen

PLANNING DE L'ASSEMBLÉE DES FEMMES DE LA GAUCHE EUROPÉENNE DU VENDREDI 23 NOVEMBRE 2007

10 h : réunion informelle à la cafétéria

**13 h à 14 h30 : ouverture
de l'assemblée plénière**

- Accueil de la part des amies tchèques.
- Nous sommes des femmes, des féministes de la Gauche européenne : notre historique, nos expériences, nos actions communes, nos partenaires, nos ambitions.
- Introduction d'une motion générale de l'Assemblée des femmes (préparée par Maité Mola, Christiane Reymann et Laurence Cohen).
- Les femmes en tant que "travailleuses pour la paix" actives dans la lutte contre l'Europe impérialiste, ses guerres et sa militarisation, contre les bases militaires américaines et les missiles. Nos expériences, nos actions communes, nos démarches.

Il est également prévu des tables et des panneaux d'affichage permettant de montrer la diversité et la richesse des batailles menées dans les différents pays européens.

**15 h à 18h : groupe de travail
sur les thèmes suivants**

- Précarité et travail, animé par Lisa Doudoumi et Gitte Pedersen.
- Violences faites aux femmes, animé par Colette Mô et Despina Saggana.
- Droits des femmes, animé par Charo Luque Galvez, Bianca Pomeransani, Monika Karbowska et Iva Kopecka.

**18 h à 20 h30 : dernière partie
de la séance plénière**

- Rapports des groupes de travail, discussion et prise de décision sur leurs propositions de pétitions.
- Les femmes pour une Europe différente : le traité de réformes et la charte des principes.
- Attrait européen : arrêter les violences faites aux femmes, campagne à Prague durant le Congrès (qui se terminera le 25 novembre, Journée internationale contre les violences faites aux femmes).



APPEL UNITAIRE

à propos de la disparition des jeunes femmes mexicaines

À RELAYER SANS MODÉRATION

Nous ne pouvons tolérer la situation que vivent des centaines de jeunes femmes mexicaines de la région de Chihuahua depuis 1993. Les victimes, dont plus de 400 ont totalement disparu, sont issues de familles pauvres, elles sont séquestrées, torturées, violées, mutilées et décèdent de ces actes barbares. Comment de telles abominations peuvent être commises en toute impunité ?

Juarez, ville de la région de Chihuahua où se perpétuent ces crimes, est devenue zone franche, libre de droits de douane. Depuis 30 ans, elle connaît une explosion économique, grâce à l'implantation d'immenses entreprises d'assemblage qui emploient 230 000 personnes, main-d'œuvre à majorité féminine. Juarez s'est construite une réputation de ville de plaisir facile, avec un cortège de crimes et de délits, tels que prostitution, trafic de drogue, jeux illicites... et impunité. C'est une ville où se concentrent et se conjuguent les effets les plus criminels de la dérégulation et du patriarcat.

L'action de l'association mexicaine *Que nos filles rentrent à la maison*, mise en place par Marisela Ortiz depuis 2001, a permis de faire la lumière sur ces actes de barbarie et d'interpeller les instances internationales. Les autorités mexicaines ont dû nommer une procureure fédérale, mais qui, faute de preuves, ne peut poursuivre les auteurs de ces crimes. Les membres de cette association subissent régulièrement pressions et menaces de mort. Cette situation est intolérable.

Les contacts que nous avons avec cette association ne font que renforcer notre détermination à agir pour qu'il soit mis un terme à l'existence de cette zone de non droit et que cessent de tels crimes. Fermement solidaires de tous les combats pour le respect de la dignité des femmes, de leurs droits à l'égalité, nous exigeons des institutions européennes et internationales en charge des droits de l'homme d'user de leurs prérogatives pour qu'il soit mis un terme à de telles barbaries.

Appel à signature

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

COMMUNIQUÉ

NON à la condamnation des femmes iraniennes et de Ali Delaram

Attachés au respect des droits des femmes et des valeurs humaines et alors que des milliers de femmes dans le monde ont manifesté leur opposition à une telle condamnation, nous tenons, une fois de plus, à réaffirmer notre plus vive protestation contre la confirmation du verdict de la Cour révolutionnaire de Téhéran qui condamne Melle Ali Delaram à deux ans et dix mois de prison ainsi que dix coups de fouet. Elle n'a fait que manifester pacifiquement pour la reconnaissance des droits des femmes iraniennes.

Nous nous opposons à ce jugement injuste qui la qualifie de criminelle et qui va à l'encontre des droits internationaux ratifiés par l'Iran. Au nom du droit international, nous exigeons qu'un nouveau procès statue sur son acquittement.

Laurence Cohen

membre de la direction nationale du Parti communiste français
responsable de la commission *Droits des femmes/féminisme*



Si vous êtes intéressées pour participer au débat à l'Assemblée inscrivez-vous auprès de eackermann@pcf.fr
01 40 40 11 74
ou 12 27

activité unitaire

journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

Dans le cadre de cette journée le PCF se mobilise avec toutes les féministes pour manifester l'exigence d'un débat et d'un vote à l'Assemblée nationale pour la mise en œuvre de la loi cadre. **Marie-George Buffet, députée, déposera cette loi à l'Assemblée nationale le 27 novembre à 14 h.**
Au Sénat, cela aura lieu le 28 novembre.

Nous serons et appelons aussi à participer au rassemblement unitaire le samedi 24 novembre 2007 à 15 heures
ministère de la Justice (angle Place Vendôme, rue de la Paix Paris)

Venez nombreuses pour dire : cela suffit !

Femmes battues, violées, contraintes, discriminées, humiliées tous les jours, ça suffit !

Dans le monde

Dans certains pays du monde, les femmes sont mariées de force, répudiées, excisées, battues, prostituées, victimes de crimes dits d'honneur, violées en temps de guerre, persécutées pour lesbianisme. Parfois ces faits sont perpétrés avec la bénédiction des Etats ou organisés par eux.

Nous sommes solidaires des femmes du monde entier victimes de violences.

En France, aussi

Le "sexisme ordinaire" sévit tous les jours sur les murs de nos villes en montrant des femmes humiliées pour faire vendre des voitures ou du chocolat. Les violences, ça va de l'injure sexiste dans la rue au harcèlement sexuel au travail, au viol et au meurtre.

En France, "patrie des droits de l'homme", une femme sur dix est victime de violences conjugales, une femme meurt tous les trois jours sous les coups et rares sont celles dont la presse parle.

En France, des femmes migrantes susceptibles d'avoir un titre de séjour comme conjointes de Français ou venues par le regroupement familial, risquent de perdre le

droit au séjour en cas de rupture conjugale pour violences au sein de leur couple. Ces femmes ont à affronter non seulement la violence de leur conjoint mais aussi celle de l'État français qui, au lieu de les protéger, peut les expulser.

En France, 11 % des femmes, au cours de leur vie, ont subi une agression sexuelle. Deux viols sur trois ont lieu dans la famille, un viol sur deux se produit au sein d'un couple.

Ici, nos gouvernants doivent prendre leurs responsabilités en montrant leur détermination pour faire disparaître les violences faites aux femmes. Ceci ne peut se faire qu'en mettant en place sans plus de délai la loi-cadre contre les violences sexistes que nous réclamons.

Seule une loi-cadre peut :

- prendre en compte toutes les formes de violences faites aux femmes à la maison, dans la rue, au travail,
- créer, développer et centraliser les dispositifs de prévention, de protection, de répression, de soutien, solidarité et de recours judiciaires afin de les rendre visibles, efficaces et opérants.

C'est une affaire de volonté politique, l'Espagne l'a fait, nous pouvons le faire !!!!!

Premiers signataires : Collectif national pour les Droits des Femmes, ATF, ACTIT, APEL, Assemblée des Femmes, CADAC, Chiennes de Garde, Collectif Faty Koumba, Encore Féministes, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Femmes solidaires, La Meute, LCR, Les Verts, LIFD, Marche Mondiale des Femmes, Mix Cité, PCF, RAJFIRE

23 novembre

Assemblée des femmes du PGE

24 novembre

Rassemblement contre les violences faites aux femmes

24 et 25
novembre

Congrès du PGE

26 novembre

Conférence gouvernementale : *Égalité professionnelle femme/homme*
Débat : *Le féminisme est-il un sujet consensuel ou un combat subversif ?*

27 novembre

Marie-George Buffet déposera le projet de loi cadre
contre les violences faites aux femmes à l'Assemblée nationale

28 novembre

Dépôt de cette même loi au Sénat

8 et 9
décembre

Assemblée extraordinaire

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès d'Élisabeth Ackermann, au 01 40 40 11 74 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = _____

_____ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____